

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Oui, monsieur l'Orateur. C'est exact.

* * *

LES TRANSPORTS

LES DÉFAUTS DE CONSTRUCTION DES MOTONEIGES—LA RÉGLEMENTATION—LES ENTRETIENS AVEC LES FABRICANTS

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Vu le récent rapport du Conseil canadien de la sécurité indiquant que le nombre de décès dus à l'utilisation des motoneiges avait augmenté de 26.9 p. 100 et vu le rapport que le ministre a lui-même déposé le 19 novembre précisant qu'on devrait adopter des mesures législatives concernant les niveaux de bruit, l'éclairage, le blindage des pièces mobiles, les lumières de freins et ainsi de suite, je me demande si le ministre prévoit présenter des mesures dans ce domaine ou s'il y a eu des consultations avec les divers producteurs de motoneiges pour faire incorporer les changements voulus aux modèles de cette année.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Cette question comporte plusieurs points, monsieur l'Orateur. Les mesures législatives actuelles sont suffisantes. Celles que renferment les statuts nous permettent d'adopter d'autres règlements. C'est ce que nous nous proposons de faire dans les domaines qu'a mentionnés le député. Des consultations se poursuivent avec les fabricants. Le rapport que j'ai déposé traitait des modèles de l'année dernière, mais certaines des améliorations que nous avons proposées ont été incorporées aux modèles de cette année.

M. l'Orateur: Je vais permettre au député d'Egmont de poser une question supplémentaire, et je céderai ensuite la parole au député de Grand Falls-White Bay-Labrador.

M. MacDonald (Egmont): Au cours des prochains jours, le ministre pourrait-il donner certaines indications à la Chambre quant au genre de règlements qui nous seront présentés ainsi qu'à l'accord accepté par les fabricants concernant les changements qu'ils ont dû apporter aux modèles de cette année.

L'hon. M. Jamieson: Je serai heureux d'acquiescer à la demande du député. En fait, je l'ai déjà fait et le rapport précise les domaines où des règlements seraient désirables.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'UTILISATION PAR LA ROYAL AIR FORCE DES INSTALLATIONS AMÉRICAINES DE GOOSE BAY—L'ÉTAT DES AMÉNAGEMENTS CANADIENS

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, j'aimerais également poser une question au ministre des Transports. Est-il maintenant disposé à répondre à ma question du 4 novembre au sujet du transfert à Goose Bay des travaux d'entretien de la RAF qui se font maintenant à la base aérienne américaine?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai une réponse à lui fournir et je m'excuse de ne pas la lui avoir fournie plus tôt. La

[M. Nowlan.]

raison du transfert est purement et simplement le mauvais état des rampes dont se servaient auparavant la RAF. On fait maintenant les réparations. Une fois celles-ci terminées, les choses reviendront à la normale. La RAF reviendra à ses rampes habituelles. Je crois qu'on prévoit que les réparations prendront environ six mois.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA PROPAGANDE POLITIQUE AU DOMICILE DE CERTAINS FONCTIONNAIRES

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant. Le gouvernement envisage-t-il d'apporter à la loi sur l'emploi dans la Fonction publique quelque changement qui établisse clairement qu'un fonctionnaire n'enfreint pas la loi lorsqu'il expose chez lui ou sur sa propriété une affiche à caractère politique? Je pose cette question à cause d'une réponse qui m'a été donnée un peu plus tôt cette semaine.

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, c'est là évidemment une question à laquelle on ne peut répondre en deux mots. J'aimerais que le député me donne des précisions.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

ALBERTA—L'INTERVENTION DU MINISTRE DANS LE CONFLIT SCOLAIRE—L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME D'ÉDUCATION À LONG TERME

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Par suite des discussions qui se déroulent avec l'Association des Indiens de l'Alberta et les représentants de la bande de Cold Lake, et par suite des témoignages entendus au comité permanent des affaires indiennes et du Nord canadien, j'aimerais demander au ministre s'il peut dire à la Chambre s'il entend maintenant prendre des mesures en vue de résoudre de façon satisfaisante la crise scolaire du nord-est de l'Alberta.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, ma position a toujours été la même, et il faudrait d'abord que les enfants retournent à l'école avant que je songe à la modifier. Si l'on veut discuter de cette initiative, je suis disposé à considérer les instances qu'on fera.

[Traduction]

M. Mazankowski: J'aurais une question supplémentaire

...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Nous avons dépassé la période des questions. L'honorable député pourrait peut-être poser une question supplémentaire. Je crois comprendre que l'honorable député d'Ontario s'inquiète parce qu'il n'a pas pu poser de question supplémentaire. Je vais d'abord donner la parole à l'honorable député de Vegreville.